

Allocution de
S.E Mme Nadia Fettah, Ministre de l'Économie et des Finances

à l'ouverture du Africa Financial Summit (AFIS)
Casablanca, 3 novembre 2025

**Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Chers participants,**

Je voudrais, au début de cette allocution, exprimer ma fierté et ma profonde satisfaction face à la victoire décisive remportée par la cause de notre Sahara marocain, à travers la résolution historique du Conseil de sécurité, qui a consacré l'option de l'autonomie sous souveraineté marocaine comme unique référence pour la résolution de ce différend artificiel.

Cette décision a confirmé la légitimité de la position du Maroc, comme l'a souligné Sa Majesté le Roi — que Dieu L'assiste — dans Son discours historique d'hier, en le qualifiant de tournant majeur dans l'histoire contemporaine du Royaume.

Mesdames et Messieurs,

C'est avec une immense joie, une grande fierté et un profond sentiment d'appartenance que je me tiens aujourd'hui devant vous, heureuse — comme le sont tous les Marocains — des succès diplomatiques et des réussites de développement réalisés par notre pays sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi, que Dieu Le préserve.

À cette occasion, nous félicitons Sa Majesté le Roi, nous nous félicitons nous-mêmes, et nous félicitons l'ensemble du peuple marocain, de Tanger à Lagouira, qui est sorti hier dans la joie et la ferveur, célébrant la décision onusienne qui a consacré définitivement la position du Maroc et mis fin à un conflit qui a duré des décennies.

La sortie spontanée de nos concitoyennes et concitoyens, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, pour célébrer cette victoire historique de notre cause nationale première, illustre une fois encore la forte union du peuple marocain derrière son Souverain, dans un attachement indéfectible à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale.

Mesdames et Messieurs,

En plein cœur de cet élan patriotique et de ces grandes célébrations, nous ne pouvons que rappeler la glorieuse Marche Verte, initiée par feu Sa Majesté le Roi Hassan II — que Dieu ait son âme — dont nous commémorons aujourd'hui le cinquantième anniversaire, ainsi que les progrès remarquables réalisés par nos provinces du Sud sous le règne de Sa Majesté le Roi Mohammed VI — que Dieu L'assiste — qui a accordé une attention toute particulière à ces régions et à Ses fidèles sujets du Sahara marocain. Félicitations à nous tous !

Mesdames et Messieurs

C'est avec une joie renouvelée et une fierté toute particulière que je vous souhaite la bienvenue à cette deuxième édition de l'AFIS, ici à Casablanca, cette ville carrefour où l'Afrique se pense, se rêve et se construit.

La tenue de cette édition sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste, témoigne de l'intérêt stratégique accordé à l'Afrique et au rôle que peut jouer le secteur financier pour son développement.

L'an dernier, nous avons lancé un appel à la transformation. Cette année, nous venons en constater la confirmation : celle d'une communauté africaine de la finance plus forte, plus structurée, plus unie.

Nous sommes réunis ici, plus de 1 200 dirigeants, venus de 40 pays, pour écrire ensemble une nouvelle page de notre destin commun : celle d'une Afrique souveraine, confiante et capable de mobiliser son propre capital.

Et je suis d'autant plus heureuse d'accueillir parmi nous M. Makhtar Diop, cher ami et partenaire de longue date du Maroc, dont la présence fidèle témoigne de la profondeur du lien entre notre pays et la SFI — mais surtout de l'engagement constant à faire de l'Afrique un acteur majeur de sa propre destinée.

Je voudrais également remercier M. Abdellatif Jouahri, Wali de Bank Al Maghrib, dont la présence aujourd'hui parmi nous est éloquente. Vous êtes, Monsieur le Wali, pour nous tous, l'incarnation que la finance peut se conjuguer avec l'humanisme et que la volonté et le patriotisme peuvent concilier les chiffres avec le développement. Permettez-moi avant d'aller plus avant dans mon propos, de rendre hommage ici au leadership visionnaire de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste, dont la vision panafricaine éclaire nos pas.

Le Souverain nous rappelait récemment les enjeux essentiels en matière de finance africaine lors de son message du 1^{er} Juin 2025 adressé au Forum Mo Ibrahim sur la gouvernance : « *Nous avons l'intime conviction que le financement du développement en Afrique nécessite une action collective combinant coopération régionale et internationale. Le débat fondamental sur la réforme de l'architecture financière internationale devrait adopter une approche multilatérale, impliquant totalement les pays africains qui sont trop souvent marginalisés dans le processus d'élaboration des règles du système monétaire et financier mondial.* ».

Cette conviction exprimée par Sa Majesté le Roi résume l'esprit de notre rencontre : la souveraineté financière n'est pas un slogan, c'est une exigence, un devoir collectif, un passage de témoin entre les générations africaines. Ces paroles nous obligent.

En effet, l'Afrique ne peut plus être le continent des promesses, mais celui des preuves.

Malgré les crises mondiales, les chocs climatiques et les tensions géopolitiques, la croissance africaine reste robuste : autour de 3,8% selon la BAD et 4% selon le FMI pour 2025.

Cette performance s'appuie sur des fondamentaux de plus en plus solides : discipline budgétaire, essor des services financiers, montée en puissance du numérique.

Et le Maroc, avec humilité mais résolution, participe à cette trajectoire.

Notre économie affiche des fondamentaux solides, avec une croissance qui devrait s'établir aux alentours de 4,8% cette année, une inflation qui restera contenue à 1%, tandis que la trajectoire baissière de notre déficit budgétaire se consolidera davantage.

Les réformes fiscales et sociales, la montée en puissance du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, et la transition énergétique montrent qu'un modèle africain fondé sur la stabilité et l'investissement est possible.

Cette performance s'est reflétée récemment par la restauration du statut Investment Grade du Maroc par l'agence de notation Standard & Poor's, illustrant, une fois encore, la capacité du Royaume à transformer les défis en opportunités et à faire de la résilience un véritable levier de croissance et de développement.

Mais la vraie question, mesdames et messieurs, n'est pas la croissance en soi, ou, pour le dire de manière plus triviale « La Croissance pour la croissance ». La vraie question, celle qui conditionne notre avenir et notre stabilité est comment transformer cette croissance en autonomie et en solidarité. En d'autres termes, comment convertir notre épargne en leviers de développement, nos fonds de pension et nos assurances en moteurs d'infrastructures ?

Comme vous le savez, l'Afrique épargne chaque année plus de 500 milliards USD, mais selon la BAD, moins de 10 % de cette épargne est investie sur le continent. C'est là notre paradoxe : nous disposons du capital, mais il ne circule pas suffisamment.

C'est pourquoi nous devons bâtir une finance africaine mieux intégrée, capable de mobiliser ces ressources au service de la transformation. Nos ressources propres, notre épargne, nos banques, nos fintechs et nos assurances détiennent les clés du futur. Mais ces instruments restent trop souvent fragmentés, inégaux, cloisonnés. Aujourd'hui encore, 80 % des transactions intra-africaines passent par des devises étrangères, ce qui renchérit les coûts et ralentit l'intégration.

Des initiatives prometteuses, appelées à être amplifiées et soutenues existent cependant pour fluidifier la circulation financière :

- Le PAPSS, le Pan-African Payment and Settlement System, déjà opérationnel dans 16 pays, permet des paiements en monnaies locales et pourrait économiser 5 milliards USD par an en frais de conversion.
- L'African Exchange Linkage Project (AELP) relie désormais sept bourses africaines et favorise l'investissement croisé des marchés de capitaux.

- Et les fintechs africaines, qui pèsent déjà près de 40 milliards USD de revenus projetés en 2025, accélèrent l'inclusion financière.

Mais pour libérer pleinement ce potentiel, nous devons lever trois verrous :

- La confiance : entre États, régulateurs et investisseurs. Elle suppose des règles lisibles, des marchés profonds, une gouvernance stable.
- L'interopérabilité : connecter les systèmes, harmoniser les régulations, pour fluidifier les capitaux.
- L'audace : celle de concevoir des outils africains pour l'Afrique — fonds d'infrastructures, obligations vertes, titrisations régionales.

La souveraineté financière, c'est cela : non pas se refermer, mais se coordonner pour exister à armes égales.

Mesdames et messieurs,

L'Afrique ne cherche pas à s'isoler du monde. Elle ne veut ni ériger des murs, ni se couper des échanges, mais reprendre la main sur son destin économique. Elle veut pouvoir choisir ses partenariats, peser sur les règles du jeu mondial et orienter ses priorités en fonction de ses propres besoins, et non plus selon les cycles ou les contraintes dictés d'ailleurs.

Cette ambition ne se concrétisera pas par des slogans, mais par la mise en place d'outils concrets, capables de soutenir le développement tout en réduisant notre dépendance. Il nous faut, par exemple, des mécanismes africains de garantie capables de diminuer le coût du risque pour nos entrepreneurs, aujourd'hui encore trop souvent évalué selon des grilles extérieures. Dans certaines économies, le coût du capital reste supérieur de 300 à 400 points de base à la moyenne mondiale – une anomalie que seule une ingénierie financière panafricaine peut corriger.

Nous avons également besoin de pools d'assurance régionaux, car nos économies sont exposées à des chocs de plus en plus fréquents : climatiques, cybernétiques, logistiques. Entre 2014 et 2023, le nombre de catastrophes naturelles en Afrique a augmenté de près de 70 %, et les pertes économiques liées aux cyberattaques ont été multipliées par quatre. Ces risques ne peuvent plus être assumés seuls ; ils doivent être mutualisés à l'échelle du continent.

De même, l'émission d'obligations de développement durable africaines, adossées à nos projets d'énergie, d'eau, d'éducation et d'infrastructure, doit devenir un instrument majeur de souveraineté. En 2024, le volume total d'obligations vertes et sociales émises par les pays africains ne représentait encore que 2 milliards de dollars, soit moins de 0,5 % du marché mondial. Il nous faut franchir un cap et démontrer que la finance durable africaine n'est pas une niche, mais une opportunité globale.

Le Maroc, pour sa part, continuera à y contribuer activement : par son expérience des partenariats public-privé, par sa capacité à mobiliser des institutions publiques et privées autour de projets structurants, et par un engagement constant en faveur de la solidarité africaine. Nous savons d'expérience qu'une souveraineté financière ne se décrète pas. Elle se bâtit patiemment, par l'action, la cohérence et la confiance.

C'est pourquoi je crois profondément qu'il est temps pour l'Afrique de se doter d'un agenda collectif, un véritable contrat de transformation.

Un agenda de mobilisation, d'abord, pour orienter les fonds de pension, l'épargne domestique et les capitaux institutionnels vers les investissements productifs : aujourd'hui, moins de 3% des actifs des fonds africains sont investis dans les infrastructures.

Un agenda d'intégration, ensuite, pour que nos marchés de capitaux et nos systèmes de paiement convergent : des initiatives comme le PAPSS ou le marché boursier panafricain AELP en sont les prémices.

Enfin, un agenda de durabilité, pour ancrer la finance africaine dans la transition écologique et la justice sociale, car il n'y aura pas de croissance durable sans inclusion, ni de stabilité sans résilience climatique.

Ces trois dynamiques – mobiliser, intégrer, durer – forment la feuille de route de notre souveraineté. Et c'est précisément ce que l'AFIS incarne : une plateforme de dialogue, d'innovation et de convergence où se dessine, pas à pas, le visage d'une Afrique qui investit en elle-même, croit en elle-même et se finance par elle-même.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique n'a pas besoin d'être sauvée.

Elle doit simplement mobiliser sa propre force — celle de ses institutions, de ses femmes, de ses hommes, de ses jeunes, et de son épargne.

C'est le sens de ce sommet : transformer notre capital en puissance, et notre puissance en souveraineté. Comme le disait Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste, lors du discours historique d'Abidjan en 2014 : « l'Afrique doit faire confiance à l'Afrique ».

C'est ce que nous faisons aujourd'hui, ici, à Casablanca : une ville carrefour, à l'image d'une Afrique qui relie, intègre, et agit.

Je vous remercie pour votre attention.